

INTERNATIONAL : Le Pen chante les louanges de la Suisse

Date de parution: Samedi 31 mars 2007

Auteur: Sylvain Besson, Paris

FRANCE. Le candidat du Front national inspiré par le modèle helvétique sur l'immigration.

On savait Jean-Marie Le Pen amateur de la Suisse, mais pas à ce point-là. Vendredi, devant la presse étrangère, le candidat du Front national a transformé la présentation de son programme présidentiel en ode à l'Helvétie, décrite comme un modèle à imiter dans de nombreux domaines et d'abord dans celui qui lui tient le plus à cœur: l'immigration.

L'adoption en septembre dernier des nouvelles lois sur l'asile et les étrangers a particulièrement réjoui Jean-Marie Le Pen. Selon lui, les dispositions qui limitent l'accueil des demandeurs d'asile et restreignent l'immigration non européenne aux travailleurs qualifiés équivalent pratiquement à «l'immigration zéro» prônée par le Front. «On peut le dire, [il s'agit de] l'application de la préférence nationale et européenne en matière d'emploi, l'une des plus anciennes propositions du Front national face au torrent migratoire», a déclaré Jean-Marie Le Pen depuis son QG de Saint-Cloud, en banlieue parisienne.

Les louanges du candidat se sont poursuivies sur la nationalité (qui s'obtient «par filiation», comme il le préconise, et non par le seul lieu de naissance comme c'est le cas en France) et sur les enquêtes auxquelles sont soumis les candidats à la naturalisation. «Ma politique économique s'inspire de la politique douanière et commerciale de la Suisse», a conclu Jean-Marie Le Pen en rappelant ses fréquents passages dans ce pays: «J'y vais deux fois par an, au moins, pour faire une petite cure d'amincissement.» Ces séjours se déroulent à l'Hôtel Mirador, sur le Mont-Pèlerin près de Vevey.

La référence à la Confédération n'est pas nouvelle, car le Front national prône depuis longtemps un recours accru aux référendums. Mais l'hommage est cette fois-ci particulièrement appuyé. Il est conforme à la stratégie suivie depuis des mois par Jean-Marie Le Pen: rassurer, éviter les dérapages racistes ou antisémites, montrer, comme il l'a dit hier, que son programme présidentiel est crédible puisque «tout a déjà été essayé à l'étranger». Dans ce but, le chef frontiste est prêt à quelques concessions de taille. Certes, il veut toujours rétablir les frontières et rêve d'une «Europe des nations» qui s'étendrait jusqu'à Vladivostok pour «contenir la poussée démographique chinoise». Mais s'il est élu, il affirme que la France ne se retirera ni de la zone euro ni de l'Union européenne: «La France n'a pas à sortir de la monnaie unique, ce n'est pas utile. [...] Nous ne cherchons pas la rupture, mais un changement de cap», explique Jean-Marie Le Pen en promettant une «négociation globale avec nos partenaires européens».

À cette relative normalisation du leader frontiste s'ajoute une seconde tendance: ses adversaires s'approprient des thèmes comme «l'identité nationale», exaltée par Nicolas Sarkozy, ou l'amour du drapeau cher à Ségolène Royal. «Nous nous trouvons rejoints par un certain nombre de candidats qui sentent bien la pression de l'opinion et qui viennent sur notre territoire», commente Jean-Marie Le Pen. Une convergence qui, croit-il, valide sa démarche et l'aidera à accéder au second tour de l'élection présidentielle. A ce sujet, deux sondages publiés vendredi donnent des résultats contradictoires: l'un, d'Ipsos pour Le Point, le situe à 12%, en légère baisse, l'autre, de CSA pour Le Parisien, lui accorde 15% des intentions de vote, en hausse de deux points. Mais Jean-Marie Le Pen se voit déjà plus haut, «au-dessus de la barre des 20% qui sera je pense qualificative». Rendez-vous le 22 avril pour vérifier ce pronostic.

Quatre versions de «l'identité nationale»

Sylvain Besson

Nicolas Sarkozy

Le candidat de droite a provoqué le débat en évoquant la création d'un «ministère de l'immigration et de l'identité nationale». Il a défini cette notion de manière éclectique: il s'agit de «valeurs» qu'il faudra inculquer aux immigrés, comme la laïcité et l'égalité des sexes, mais aussi d'un ensemble de traditions dont fait partie, entre autres, l'agriculture. Quant à la France, elle est pour lui «un ensemble de petites provinces qui ont appris à se comprendre et à s'aimer».

Ségolène Royal

En janvier, la candidate avait présenté ses vœux de Nouvel An aux Français «mais bien évidemment aussi à la France», comme s'il s'agissait d'une personne. S'inscrivant dans une ancienne tradition patriotique de gauche, elle aimerait que chaque citoyen ait un drapeau à la maison et chante sans retenue l'hymne national. Dans une France «métissée», la Nation, vue comme un projet collectif, doit être «ouverte au monde, internationaliste et généreuse».

François Bayrou

Le candidat centriste dénonce la «surenchère» de ses adversaires sur le thème de la Nation. Pour sa part, il veut une France «bien dans sa peau», et pas crispée sur son identité. «Jamais en France il n'y a eu cette obsession du drapeau», a-t-il expliqué en réaction aux propos de la candidate socialiste Ségolène Royal, qui voudrait un emblème tricolore dans chaque foyer. Pour lui, ce culte des couleurs n'a rien de français: «C'est la culture américaine.»

Jean-Marie Le Pen

Le candidat du Front national estime qu'«un passeport ou une carte d'identité n'ont jamais fait une nationalité, et un drapeau n'a jamais fait un patriote», car «le patriotisme se prouve par les actes». Jean-Marie Le Pen veut supprimer la double nationalité et rendre plus difficile la naturalisation. Les étrangers nés en France ne deviendraient plus Français automatiquement, mais devraient faire preuve de leur «degré d'intégration».

Bleu, blanc, rouge... les symboles font débat

Christian Lecomte

Reportage dans l'Ain, en quête de la «Nation».

Pas de drapeau national au fronton du Musée d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Nantua (Ain). Surprenant. Séverine Champonnois, qui accueille le public: «Il y en avait un, mais il était usé, on l'a décroché et il n'a pas été remplacé.» «Le plus étonnant, poursuit-elle, est que personne n'a réagi, vous êtes la première personne à parler de cela.» L'anecdote montre l'étrange relation qu'entretiennent les Français avec leur bannière qui n'apparaît que sur les mairies, les préfectures, les monuments aux morts les jours de commémoration et «chez les gens quand la France gagne la Coupe du monde de football».

Ségolène Royal, la candidate socialiste à l'élection présidentielle, qui entend «réhabiliter le patriotisme du cœur», a fait de ce symbole de la Nation un argument de campagne en souhaitant que chaque foyer français en possède un. Au moment où une course-poursuite pour l'identité nationale semble être engagée, les réactions ont été vives autant à droite qu'à gauche sur ce drapeau «qu'on se dispute comme des bouts de chiffon». Jean Marinnet, qui à 16 ans a dirigé un réseau de résistants à l'occupant allemand au lycée de Bourg-en-Bresse, approuve la prise de position de Ségolène Royal: «Elle n'est ni ringarde, ni racoleuse, elle veut remettre à l'honneur notre drapeau dans notre vie quotidienne. Qui a aujourd'hui l'apanage du bleu, blanc, rouge? Le Front national. Qui ose organiser des fêtes bleu, blanc, rouge? Le FN. Il s'est approprié les couleurs ce qui est une honte quand on sait que certains des amis de Jean-Marie Le Pen ont été des pro-nazis, des traîtres à la patrie qui ont rejoint par exemple des rangs de la division Charlemagne.»

Dans l'Ain où le chef du FN a fait son meilleur score national lors du premier tour des présidentielles de 2002 (20%), la question des symboles nationaux traduit un certain raidissement. «Je suis dubitative, dit Séverine Champonnois. Ici le poids de l'Histoire est lourd, le drapeau a une connotation douloureuse liée au maréchal Pétain et à la collaboration. Je vois mal les gens le sortir à la moindre occasion.» Gilbert Duboucher, un des responsables de la section FN de l'Ain réfute l'idée de réappropriation du drapeau que développe la candidate socialiste: «On ne l'a pas volé, il appartient à tous les Français, comme la Marseillaise.» Reste que le parti d'extrême droite savoure la surenchère patriotique des autres organisations politiques engagées dans la course pour l'Elysée. «Jean-Marie Le Pen a dit qu'en volant ses idées, ses concurrents les valident, il a encore une fois raison», constate Gilbert Duboucher.

A rebrousse-poil

Au café des Beaux-Arts, en plein cœur de Nantua, on ne parle que de l'affaire du drapeau et de la Marseillaise dont il faudrait changer certaines paroles parce que «le sang impur qui abreuve nos sillons, ça la fout mal». Bernard Cottiaux, un écrivain qui a publié un ouvrage sur la migration des symboles, soutient lui aussi Ségolène Royal: «La droite en général s'est figée presque religieusement sur notre drapeau pour en faire une espèce de symbole chauvin et nationaliste.» C'est étonnamment chez les socialistes que les déclarations de Ségolène Royal ont un peu dérangés. Beaucoup avouent s'être sentis pris à rebrousse-poil, la gauche évoquant plutôt la laïcité à l'école et la République pour exalter l'idée de nation. Serge Odobet, conseiller municipal socialiste d'Oyonnax, regrette que la presse en fasse «des tonnes» sur ce phénomène «infiniment anecdotique»: «Les électeurs préfèrent qu'on leur parle de choses plus urgentes comme le chômage et les fins de mois difficiles. Mais on peut proposer une lecture de gauche de ce symbole qui idéalement rassemblerait tout le monde.» Et les jeunes générations? A Oyonnax où la population est à 60% d'origine étrangère, le débat indiffère Saïd qui tient un

cybercafé: «On sort le drapeau pour la Coupe du monde de foot, un jour le tunisien, le lendemain, le français.»

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch